

Mes collègues et moi-même croyons qu'un équilibre important et fragile a été atteint dans la gestion des sanctions du Commonwealth. Nous avons salué les progrès qui ont été accomplis au cours des derniers mois. Nous insistons sur l'importance cruciale de mener des négociations officielles afin de mettre en place un nouveau gouvernement démocratique en Afrique du Sud. Nous continuerons d'exercer des pressions sur toutes les parties tant qu'un tel gouvernement ne sera pas en place. Nous préconisons l'étude et l'adoption de cette démarche par tous les chefs de gouvernement.

Comme le premier ministre Mulroney l'a dit hier, c'est là un acte de leadership historique pour le Commonwealth. Nous avons été les premiers à imposer des sanctions parce que notre volonté de changement et de justice était la plus forte. D'autres ont emboîté le pas. Nous avons presque atteint le point où nous pourrions nous occuper des besoins urgents et profonds du peuple. Les recommandations du Comité suggèrent des moyens d'y parvenir.

Outre les sanctions, le mandat de ce Comité comporte trois autres volets : appuyer le dialogue et les négociations en Afrique du Sud; aider les victimes de l'apartheid; et suivre l'évolution politique en Afrique du Sud.

Appuyer les négociations a toujours été au coeur de la stratégie du Commonwealth. Les États membres contribuent par une multitude de moyens concrets aux préparatifs des négociations constitutionnelles.

Le Commonwealth a été tout aussi actif pour ce qui est de venir en aide aux victimes de l'apartheid. Le Comité a exhorté les pays membres à faciliter le retour des exilés politiques et la libération des prisonniers politiques. Notre rapport sur le développement des ressources humaines pour une Afrique du Sud de l'après-apartheid mérite l'appui de cette conférence. Les besoins changent, mais la volonté du Commonwealth de répondre aux besoins de développement des victimes de l'apartheid demeure.

Nous avons salué les progrès encourageants qui ont été réalisés dans la quête d'un règlement négocié en Angola. La crise qui sévit au Mozambique continue cependant de nous inquiéter vivement. Nous avons exhorté tous les gouvernements susceptibles d'exercer une influence d'un côté ou de l'autre de tout faire pour ramener les parties ensemble. Nous nous sommes réjouis du travail de promotion du commerce et des investissements en Afrique du Sud qu'a accompli le Secrétariat ainsi que des efforts renouvelés en faveur de la réintégration de l'Afrique du Sud dans l'économie de la région. Le Comité a constaté que l'apartheid a coûté cher non seulement à l'Afrique du Sud mais aussi à ses voisins. La fin de l'apartheid étant maintenant en vue, nous avons demandé à la communauté internationale de continuer de travailler à l'élimination des séquelles dans la région.